



## **PLAN D'ACTION 2015-2016**

Société de l'eau souterraine  
Abitibi-Témiscamingue (SESAT)

Adopté par le conseil d'administration, le 9 juin 2015  
(RÉSOLUTION CA 2015-06-09-05)

# Acronymes

ACEE : Agence canadienne d'évaluation environnementale

CA : Conseil d'administration

CE : Comité exécutif

CGE : Comité de gouvernance de l'esker

CRRNT : Commission régionale des ressources naturelles et du territoire

EIE : Étude d'impact environnemental

GRES : Groupe de recherche sur les eaux souterraines

MDELCC : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques

MRC : Municipalité régionale de comté

OBV : Organisme de bassin versant

PACES-AT2 : Second projet d'acquisition de connaissance sur les eaux souterraines de l'Abitibi-Témiscamingue

PRDIRT : Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire

REA : Règles d'étude approfondies

SESAT : Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue

TLGIRT : Table locale de gestion intégrée des ressources et du territoire

UQAT : Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

## Planification stratégique de la SESAT

Les actions inscrites au plan d'action 2015-2016 s'inscrivent sous la mission et les objectifs définis par l'organisme

### Vision de la SESAT

La pérennité de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue est assurée grâce à une gestion proactive<sup>1</sup> et intégrée<sup>2</sup>, des règles<sup>3</sup> adéquates et des usages responsables.

### Mission

Influencer les règles et les choix d'usage du territoire ainsi que les modes de gestion afin de contribuer à la pérennité<sup>4</sup> de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue.

### Objectifs généraux

- I. Colliger les connaissances sur l'eau souterraine en Abitibi-Témiscamingue
- II. Documenter les menaces à la pérennité de l'eau souterraine associées aux différents usages du territoire en Abitibi-Témiscamingue
- III. Connaître la portée et les limites des règles qui encadrent les usages du territoire pouvant avoir un impact sur la pérennité de l'eau souterraine en Abitibi-Témiscamingue
- IV. Faire des propositions de règles, de modes de gestion, de connaissances à acquérir, de comportements et de choix d'usage qui contribuent à la pérennité de l'eau souterraine en Abitibi-Témiscamingue
- V. Transférer aux citoyens et aux acteurs régionaux les connaissances sur l'eau souterraine, ses usages et son mode de gestion

---

<sup>1</sup> Gestion proactive : gestion qui prend en compte les difficultés non encore advenues dans le but d'éviter qu'une situation conflictuelle ne devienne une cause de confrontation ou de crise. Appliquée à l'eau souterraine et au vu des connaissances limitées sur cette ressource, la gestion intégrée nécessite une évaluation de la vulnérabilité, une estimation des risques et l'application du principe de précaution.

<sup>2</sup> Gestion intégrée : gestion qui intègre l'ensemble des facteurs écologiques, économiques et sociaux qui sont liés à une activité ou à un territoire. Appliquée à l'eau souterraine, gestion caractérisée par un grand nombre de gestionnaires, la gestion intégrée nécessite une intégration tant horizontale que verticale et doit s'appuyer sur l'exercice de la concertation à l'échelle appropriée.

<sup>3</sup> Règles : inclut, mais ne se limite pas, aux politiques, stratégies, directives, lois et règlements tant au fédéral qu'au national, plans d'affectation des terres publiques (PATP), plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT), plans d'aménagement forestier intégré (PAFI), plan directeur de l'eau (PDE), schémas d'aménagement et de développement, plans d'urbanisme et règlements municipaux.

<sup>4</sup> Pérennité : Caractère de ce qui dure toujours. La pérennité de l'eau souterraine signifie le maintien à long terme de sa quantité et de sa qualité sans exclure les usages compatibles.

TABLEAU 1: PLAN D'ACTION 1 AVRIL 2015 – 31 MARS 2016

CHAMP D'INTERVENTION	OBJECTIFS	ACTIVITÉS	TÂCHES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS		
Administration	I, II, III, IV, V	Assurer une gestion quotidienne en phase avec les enjeux stratégiques de l'organisation	Administration générale des ressources financières, humaines et logistiques	Directeur	En tout temps au cours de l'année			
		Assurer la pérennité financière de l'organisation	Poursuivre la démarche de maillage auprès de l'OBVAJ et de l'OBVT	Directeur, Président, Comité technique de maillage	12 juin 2015, 31 mars 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prise de position de l'OBVAJ (O/N);</li> <li>• Prise de position de l'OBVT (O/N)</li> <li>• Consensus sur un maillage à opérationnaliser au cours de l'année 2016-2017 (O/N)</li> </ul>		
			Recherche d'autres sources de financement pour l'organisme	Comité exécutif, Directeur, Administrateurs	En tout temps au cours de l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. de demandes de financement déposées;</li> <li>• Nouveau financement (O/N)</li> </ul>		
		Assurer la gestion et la gouvernance à moyen et long terme de l'organisation	Rencontres régulières du comité exécutif (CE)	Directeur, Comité exécutif	En tout temps au cours de l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. de réunions du CE;</li> <li>• Nb. de résolutions</li> </ul>		
			Rencontres régulières du conseil d'administration (CA)	Directeur, Administrateurs	En tout temps au cours de l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. de réunions du CA;</li> <li>• Nb. de résolutions;</li> <li>• Nb. de vacances au CA</li> </ul>		
			Rapport annuel 2014-2015	Directeur	15 mai 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport annuel 2014-2015</li> </ul>		
			Plan d'action 2015-2016	Directeur	15 mai 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'action annuel 2015-2016</li> </ul>		
			Assemblée générale annuelle des membres	Directeur, Administrateurs, Membres	15 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. membres présents;</li> <li>• Adoption du rapport annuel et des états financiers 2014-2015;</li> <li>• Adoption du plan d'action et des prévisions budgétaires 2015-2016;</li> <li>• Élection de membres élus sur le conseil d'administration (n/5)</li> </ul>		
		Concertation interne (projet pilote de gouvernance de l'esker aquifère St-Mathieu-Berry)	I, II, III, V	Réalisation des livrables composant le projet pilote	Compléter le schéma directeur de développement durable (SDDD) de l'esker	Directeur, Agent de recherche	30 septembre 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schéma directeur de développement durable de l'esker St-Mathieu-Berry (version finale)</li> </ul>
				Coordonner les travaux du CGE	Préparer les réunions et les visites terrain	Directeur, Agent de recherche	30 septembre 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nb. rencontres du CGE;</li> <li>• Nb. membres du CGE</li> </ul>

CHAMP D'INTERVENTION	OBJECTIFS	ACTIVITÉS	TÂCHES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS
			Animer les réunions du CGE	Directeur, Agent de recherche	30 septembre 2015	• Nb. rencontres du CGE
		Mise en œuvre du plan de communication du projet pilote	Consultation élargie sur le schéma directeur de développement durable	Directeur, Agent de recherche	31 mars 2015	• Nb. de groupes et institutions rencontrés; • Nb. de répondants au sondage électronique; • Nb. de commentaires reçus; • Modifications intégrées au schéma directeur.
		Assurer la reddition de compte auprès des partenaires financiers du projet	Envoyer le schéma directeur aux partenaires financiers du projet	Directeur	30 septembre 2015	• Schéma directeur transmis (O/N)
		Recherche de financement pour la phase III : implantation et transfert	Demande de financement privé du projet pilote au <i>Fonds Rio Tinto Alcan</i>	Directeur	31 janvier 2016	• Demande effectuée (O/N); • Financement obtenu (O/N).
			Demande de financement public du projet pilote	Directeur	30 septembre 2015	• Demandes effectuées (O/N); • Financement obtenu (O/N).
<b>Concertation externe</b>	<b>I, II, III, IV, V</b>	Participer aux consultations de l'ACEE sur le projet Dumont de <i>Royal Nickel Corp.</i>	Analyse du rapport d'étude approfondi (REA) du projet Dumont	Directeur	À déterminer par l'ACEE	• Remise de commentaires sur le REA du projet Dumont à l'ACEE; • Nb. de gestionnaires auxquels les commentaires sont transmis.
		Participer aux consultations de l'ACEE sur le projet Akasaba-Ouest de <i>Mines Agnico Eagle Ltée.</i>	Analyse de l'EIE du projet Akasaba-Ouest	Directeur	À déterminer par l'ACEE	• Remise d'un rapport d'évaluation de l'EIE du projet Akasaba-Ouest à l'ACEE; • Nb. de gestionnaires auxquels le rapport est transmis.
		Participer aux consultations de l'ACEE sur la mine Qc. Lithium de <i>Red Back Energy Inc.</i>	Analyse du rapport d'étude approfondi (REA) de la mine Qc. Lithium	Directeur	À déterminer par l'ACEE	• Remise de commentaires sur le REA de la mine Qc. Lithium à l'ACEE; • Nb. de gestionnaires auxquels les commentaires sont transmis.
		Participer aux consultations de l'ACEE sur le projet Kipawa de <i>Matamec Exploration Inc.</i>	Analyse de l'EIE du projet Kipawa	Directeur	À déterminer par l'ACEE	• Remise d'un rapport d'évaluation de l'EIE du projet Kipawa à l'ACEE; • Nb. de gestionnaires auxquels le rapport est transmis.

CHAMP D'INTERVENTION	OBJECTIFS	ACTIVITÉS	TÂCHES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCIER	INDICATEURS
		Participer aux consultations de <i>Mines Agnico Eagle Ltée.</i> sur le projet d'extension de la mine Canadian Malartic	Analyse de l'EIE du projet d'extension de la mine Canadian Malartic	Directeur	À déterminer par <i>Mines Agnico Eagle Ltée.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remise d'un rapport d'évaluation de l'EIE du projet d'extension de la mine Canadian Malartic à <i>Mines Agnico Eagle Ltée.</i>;</li> <li>Nb. de gestionnaires auxquels le rapport est transmis.</li> </ul>
Transfert de connaissances	V	Mettre en œuvre le plan de communication de la SESAT	Entretien du site Internet	Directeur, Agent de recherche	En tout temps au cours de l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ajouts et mises à jour;</li> <li>Nb. visites selon Google analytics.</li> </ul>
			Publication du bulletin électronique	Directeur, Agent de recherche	31 mai 2015, 30 septembre 2015 & 31 janvier 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb. de bulletins électroniques émis;</li> <li>Nb. personnes sur la liste de diffusion;</li> <li>Nb. de lectures de bulletins électroniques.</li> </ul>
			Interventions médiatiques	Président, Directeur	En tout temps au cours de l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb. de communiqués émis;</li> <li>Nb. d'entrevues accordées.</li> </ul>
		Transfert des connaissances des deux projets PACES-AT	Second atelier de transfert du RQES	Directeur	11 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb. et types de participants</li> </ul>
			Rencontres avec les tables des maires des MRC d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, du Témiscamingue et de la Ville de Rouyn-Noranda	Directeur	31 mars 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cartes PACES à l'échelle du territoire PACES de chaque MRC;</li> <li>Intégration éventuelle de données PACES dans les SADR des MRC;</li> <li>Intégration éventuelle de données PACES dans les plans d'urbanisme des villes, municipalités et TNO;</li> <li>Demandes de présentations à l'échelle municipale.</li> </ul>

# État des résultats semestriel prévisionnel

## 1<sup>er</sup> avril 2015 - 30 septembre 2015

### PRODUIT

#### SUBVENTIONS

ACEE - Cons. Publ. ( Dumont)	676,00
ACEE - Cons. Publ. ( Akasaba)	2 910,76
UQAT - Entente biens et services	15 000,00
UQAT - PACES	2 099,86
RQES - Transfert Paces	<u>950,00</u>
<b>TOTAL - SUBVENTIONS</b>	<u>21 636,62</u>

**TOTAL PRODUIT** 21 636,62

### CHARGE

#### HONORAIRES CONTRACTUELS

Honoraires - Comptable	<u>400,00</u>
<b>TOTAL - RESSOURCES HUMAINES</b>	<u>400,00</u>

#### CHARGES SALARIALES

Salaires	23 550,80
Charge A-E	507,78
Charge RQAP	148,33
Charge RRQ	1 144,52
Charge du FSSQ	635,83
Charge de CSST	<u>174,33</u>
<b>TOTAL DES CHARGES SALARIALES</b>	<u>26 161,59</u>

#### FRAIS GÉNÉRAUX

Abonnements	35,00
Assurance	163,04
Déplacements (Frais de)	400,00
Intérêts- frais bancaires	235,17
UQAT Location locaux & ent. ménager	3 700,00
UQAT - Util. système téléphonique	200,00
UQAT - Ameublement	1 500,00
UQAT - Utilisation télécopieur	400,00
UQAT - Ressources Humaines	<u>9 200,00</u>
UQAT - Total biens & services	15 000,00
Réunions (Frais de)	<u>125,00</u>
<b>TOTAL - FRAIS GÉNÉRAUX</b>	<u>15 958,21</u>

**TOTAL CHARGE** 42 519,80

**BÉNÉFICE NET** -20 883,18

Créé le: 2015-05-19

# Bilan semestriel prévisionnel

## 30 septembre 2015

### ACTIF

#### ACTIF COURT TERME

Compte courant	<u>- 850,52</u>	
Total de l'encaisse		- 850,52
Comptes clients	<u>0,00</u>	
Total à recevoir		<u>0,00</u>
<b>TOTAL ACTIF À COURT TERME</b>		<b><u>- 850,52</u></b>

#### IMMOBILISATIONS

Matériel informatique	<u>2 053,79</u>	
Net. - Matériel informatique		<u>2 053,79</u>
<b>Total - Immobilisations</b>		<b><u>2 053,79</u></b>

<b>TOTAL ACTIF</b>		<b><u><u>1 203,27</u></u></b>
--------------------	--	-------------------------------

### PASSIF

#### PASSIF COURT TERME

Comptes à payer		0,00
Assurance-emploi à payer	<u>0,00</u>	
Total : Receveur Général du Canada		0,00
RRQ à payer	0,00	
Impôt Provincial à payer	0,00	
FSSQ à payer	0,00	
RQAP payer	0,00	
CSST	<u>0,00</u>	
Total - Ministre du Revenu du Québec		0,00
DAS - Fédéral/ fin de période		0,00
TPS payée sur les achats	<u>- 809,42</u>	
TPS à remettre (Remboursement)		- 809,42
TVQ payées sur les achats	<u>-1 557,85</u>	
TVQ à remettre (Remboursement)		<u>-1 557,85</u>
<b>TOTAL DU PASSIF À COURT TERME</b>		<b><u>-2 367,27</u></b>

<b>TOTAL PASSIF</b>		<b><u>-2 367,27</u></b>
---------------------	--	-------------------------

#### AVOIR DES PROPRIÉTAIRES

#### SURPLUS

Surplus - Exercice précédent		24 453,72
Bénéfice net		<u>-20 883,18</u>
<b>TOTAL DES SURPLUS</b>		<b><u>3 570,54</u></b>

<b>TOTAL AVOIR DES PROPRIÉTAIRES</b>		<b><u>3 570,54</u></b>
--------------------------------------	--	------------------------

<b>PASSIF ET AVOIR</b>		<b><u><u>1 203,27</u></u></b>
------------------------	--	-------------------------------

Créé le: 2015-05-19

# État des résultats annuel prévisionnel

## 1<sup>er</sup> avril 2015 - 31 mars 2016

### PRODUIT

#### SUBVENTIONS

ACEE - Cons. Publ. ( Dumont)	676,00
ACEE - Cons. Publ. ( Akasaba)	2 910,76
ACEE - Cons. Publ. (QcLi)	514,00
ACEE - Cons. Publ. (Kipawa)	1 945,00
Évaluation EIE	5 000,00
UQAT - Entente biens et services	30 000,00
UQAT - PACES	8 399,45
RQES - Transfert Paces	<u>950,00</u>
<b>TOTAL - SUBVENTIONS</b>	<u><b>50 395,21</b></u>

#### TOTAL PRODUIT

50 395,21

### CHARGE

#### HONORAIRES CONTRACTUELS

Honoraires - Comptable	<u>750,00</u>
<b>TOTAL - RESSOURCES HUMAINES</b>	<u><b>750,00</b></u>

#### CHARGES SALARIALES

Salaires	47 101,60
Charge A-E	1 015,56
Charge RQAP	296,66
Charge RRQ	2 289,04
Charge du FSSQ	1 271,66
Charge de CSST	<u>348,66</u>
<b>TOTAL DES CHARGES SALARIALES</b>	<u><b>52 323,18</b></u>

#### FRAIS GÉNÉRAUX

Abonnements	35,00
Assurance	244,56
Déplacements (Frais de)	800,00
Intérêts- frais bancaires	252,87
UQAT Location locaux & ent. ménager	7 400,00
UQAT - Util. système téléphonique	400,00
UQAT - Ameublement	3 000,00
UQAT - Utilisation télécopieur	800,00
UQAT - Ressources Humaines	<u>18 400,00</u>
UQAT - Total biens & services	30 000,00
Réunions (Frais de)	<u>250,00</u>
<b>TOTAL - FRAIS GÉNÉRAUX</b>	<u><b>31 582,43</b></u>

#### TOTAL CHARGE

84 655,61

#### BÉNÉFICE NET

-34 260,40

Créé le: 2015-05-19



# Bilan annuel prévisionnel

## 31 mars 2016

### ACTIF

#### ACTIF COURT TERME

Compte courant	<u>-11 860,47</u>	
Total de l'encaisse		<u>-11 860,47</u>
<b>TOTAL ACTIF À COURT TERME</b>		<b><u>-11 860,47</u></b>

#### IMMOBILISATIONS

Matériel informatique	<u>2 053,79</u>	
Net. - Matériel informatique		<u>2 053,79</u>
<b>Total - Immobilisations</b>		<b><u>2 053,79</u></b>

<b>TOTAL ACTIF</b>		<b><u><u>-9 806,68</u></u></b>
--------------------	--	--------------------------------

### AVOIR DES PROPRIÉTAIRES

#### SURPLUS

Surplus - Exercice précédent		24 453,72
Bénéfice net		<u>-34 260,40</u>
<b>TOTAL DES SURPLUS</b>		<b><u>-9 806,68</u></b>

<b>TOTAL AVOIR DES PROPRIÉTAIRES</b>		<b><u>-9 806,68</u></b>
--------------------------------------	--	-------------------------

<b>PASSIF ET AVOIR</b>		<b><u><u>-9 806,68</u></u></b>
------------------------	--	--------------------------------

Créé le: 2015-05-19

## Analyse de déséquilibre tâches/ressources humaines

	Heures	Équivalent temps complet (ETC) <sup>5</sup>
Temps payé planifié	1592	0,97
Ressources humaines disponibles <sup>6</sup>	1546	0,95
Surplus / Déficit	-46	-0,02

La planification des tâches de l'année 2015-2016 et les ressources humaines disponibles sont équilibrées.

## Analyse de déséquilibre tâches/ressources financières

	Heures (%)	Équivalent temps complet (ETC)
Tâches rémunérées	908h (58%)	0,56
Tâches non rémunérées	684h (42%)	0,41
Total	1592h (100%)	0,97

Pour l'année 2015-2016, la SESAT entend équilibrer avant tout son temps, afin d'assurer la qualité de ses livrables et de satisfaire aux ententes en cours. Par contre cette situation engendre un déficit annuel anticipé de -34 260,40\$ soit son plus important déficit annuel enregistré jusqu'à présent.

L'ensemble des activités inscrites sous le champ d'intervention administratif, la plupart de nos activités de concertation externe, de même que la mise en œuvre de notre plan de communication sont des activités non financées qui sont maintenues en y investissant les montants résiduels cumulés au cours des exercices financiers précédents. Mais depuis un resserrement budgétaire au début de l'année 2013-2014, les activités non financées ne représentent plus que 0,41 ETC alors qu'elles occupaient auparavant l'équivalent d'une tâche complète.

Afin de résoudre ce déséquilibre, la SESAT n'a que deux options :

- Trouver un ou des « acheteur(s) » pour les activités présentement non financées;
- Adopter un *modus operandi* encore plus restreint qui lui permettrait de fonctionner en maintenant uniquement ses activités rémunérées.

## Conclusion

C'est à court terme que se trouve le principal défi financier de la SESAT. Nos prévisions budgétaires nous permettent d'envisager un épuisement de nos dernières ressources vers la fin septembre 2015. Sans mesure rectificative, la SESAT terminera l'année au 31 mars 2016 avec une dette de -9 806,68\$.

Au cours des prochains mois, elle doit d'une part mobiliser rapidement de nouveaux mandats financés, principalement pour la mise en œuvre de la phase III du *projet pilote de gouvernance de l'esker aquifère Saint-Mathieu-Berry*, ce qui assurerait une certaine stabilité jusqu'en 2018. D'autre part elle doit réduire au minimum le déséquilibre entre les tâches qu'elle accomplit et les ressources financières dont elle dispose si elle veut assurer sa pérennité. L'objectif est clair, somme toute assez modeste et doit être adressé sans délai.

La SESAT n'a pas à s'inquiéter, à moyen terme, d'un manque de projets à réaliser en gouvernance de l'eau souterraine. Le projet pilote deviendra une pépinière à projets et les résultats des projets PACES et du projet de mise en œuvre du PRDIRT viendront briser certains

<sup>5</sup> (52 semaines x 35 h/semaine) – Vacances (95h) – Jours fériés (70h) – Congés maladie (21h)

<sup>6</sup> (52 semaines x 35 h/semaine) – Vacances (95h) – Jours fériés (70h) – Congés maladie (21h) – Temps supplémentaire O. Pitre cumulé au 31 mars 2015 (88h)

*statu quo* qui ont perduré jusqu'à maintenant par manque de connaissances. Il est très probable que ces projets serviront de tremplins pour l'action au cours des années à venir.

D'autre part, l'expertise de la SESAT et son réseau de partenaires n'ont jamais été aussi développés. Les résultats se font sentir, non seulement dans le niveau de sensibilisation général, mais également par des modulations concrètes à l'aménagement traditionnel du territoire.

À long terme, un éventuel maillage avec l'OBVAJ et l'OBVT permettrait de boucler la démarche de reconnaissance officielle que nous avons amorcée avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) il y a maintenant 4 ans. Cette reconnaissance serait atteinte à travers les OBV, car ce sont eux qui sont reconnus, mandatés et financés par le MDDELCC pour effectuer la gestion intégrée des ressources en eau. Comme nous l'écrivait M. Dupont, sous-ministre adjoint à la Direction générale de l'eau du MDDELCC, dans la lettre où le MDDELCC refusait finalement notre demande, « *la gestion des eaux souterraines fait nécessairement partie intégrante de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant* ».

